



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Hausse de l'insécurité dans le département de la Meuse

Question orale n° 508

Texte de la question

Mme Florence Goulet attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la hausse de l'insécurité dans le département de la Meuse. Selon les statistiques enregistrées par les services de police et de gendarmerie, la Meuse connaît une hausse significative des crimes et délits. Cette situation s'inscrit malheureusement dans la durée pour ce département majoritairement rural. Dans ce contexte, elle lui demande quels moyens humains et matériels il entend enfin engager pour mettre fin à la dégradation de la sécurité dans ce territoire rural afin de pallier ce fléau très préoccupant pour l'ensemble de la population.

Texte de la réponse

INSÉCURITÉ DANS LA MEUSE

Mme la présidente . La parole est à Mme Florence Goulet, pour exposer sa question, no 508, relative à l'insécurité dans la Meuse.

Mme Florence Goulet . J'ai souhaité alerter M. le ministre de l'intérieur sur la hausse de l'insécurité, de la criminalité et de la délinquance dans le département de la Meuse.

Je pense notamment aux atteintes aux biens, avec vols et cambriolages, qui sont en hausse de 17,55 %, selon le dernier chiffre publié en septembre 2025. Il s'agit du taux le plus élevé de Lorraine : près de six cambriolages – et jusqu'à près de huit cambriolages à Verdun – pour 1 000 logements.

Ces niveaux soutenus de délinquance suscitent l'inquiétude légitime de nos concitoyens, des commerçants, des entrepreneurs et des exploitants agricoles. Je pense aussi aux élus locaux de nos petites communes qui sont confrontés à ces fléaux.

Plusieurs autres catégories de délits affichent des niveaux élevés ou en augmentation continue. C'est le cas des violences sexuelles, en hausse de 11 % sur les sept premiers mois de 2025.

La situation continue de se dégrader, avec une hausse de 4 % des délits liés aux stupéfiants sur les sept premiers mois de l'année 2025, toujours selon les chiffres de la préfecture.

À Verdun, ville de 16 500 habitants, le trafic de stupéfiants prospère. Douze points de deal ont été démantelés en 2025, mais ils se reconstituent hélas en peu de temps, car on ne s'attaque pas à la tête du trafic.

De plus, Verdun est sous-dotée, avec quatre agents de surveillance de la voie publique et huit policiers municipaux, quand une ville comme Beaucaire, comparable en nombre d'habitants, dispose de six agents de surveillance de la voie publique et de trente et un policiers municipaux, qui assurent la protection quotidienne des administrés, en soutien à la police nationale, avec des résultats probants contre l'insécurité et la délinquance.

Alors que la ville de Verdun n'a pas fourni d'efforts particuliers de recrutement dans sa police municipale depuis 2014, et que l'on sait que les forces de sécurité travaillent souvent conjointement, le renfort de cinq policiers nationaux en 2025 est très insuffisant. Il ne compense pas les départs dans cette même police nationale, qui est toujours en sous-effectif chronique.

J'ajoute que la vétusté du commissariat de police de Verdun, sur laquelle j'ai alerté à plusieurs reprises le gouvernement, ne favorise pas de bonnes conditions de travail et d'accueil du public.

Le manque de moyens humains et matériels, la faible densité des effectifs, les difficultés de rotation et de permanence, compliquent l'action sur le terrain, qu'il s'agisse de la sécurité des policiers eux-mêmes ou de leurs missions de prévention et de protection.

En Meuse, nos forces de l'ordre font tout ce qu'elles peuvent et je tiens à saluer leur engagement sans faille, face aux tensions chaque jour plus complexes, dans un contexte sécuritaire très dégradé.

S'agissant de la gendarmerie, le Nord Meusien n'est pas mieux servi. La brigade de Damvillers a été transformée par le conseil départemental en éphémère maison d'enfants à caractère social – fermée deux ans après son ouverture.

En octobre 2022, le président de la République annonçait la création de 238 brigades de gendarmerie sur l'ensemble du territoire national, dont deux en Meuse. Celle de Revigny-sur-Ornain est en place, mais, malgré mes interventions auprès des ministres de l'intérieur successifs, qui sont restées sans réponse, le Nord Meusien ne voit toujours rien venir.

Les Meusiens attendent des réponses concrètes pour assurer leur sécurité au quotidien. Pour la ville de Verdun, les moyens matériels et humains sont une nécessité. Le nouveau commissariat de police est très attendu. Pouvez-vous nous confirmer la mobilisation d'effectifs supplémentaires ? Quand ce projet d'un nouveau commissariat verra-t-il le jour ?

Enfin, pour le Nord Meusien, quand disposerons-nous de la brigade de gendarmerie qui a été annoncée ? Où sera-t-elle localisée ?

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur.

Mme Marie-Pierre Vedrenne, *ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur* . Dans votre département comme dans toute la France, policiers et gendarmes sont engagés nuit et jour sur le terrain pour protéger nos concitoyens – vous l'avez vous-même souligné. Vous pouvez compter sur ma détermination et sur celle du ministre de l'intérieur, M. Laurent Nuñez, à tout faire pour donner à nos policiers et à nos gendarmes les moyens de remplir efficacement leurs missions.

Dans la Meuse, leur engagement s'inscrit dans le cadre du plan d'action départemental de restauration de la sécurité du quotidien, présenté par le préfet en février dernier, qui fixe parmi ses priorités une présence accrue sur la voie publique et l'intensification de la bataille menée contre le narcotrafic.

En zone police, la direction départementale de la police nationale s'appuie sur 154 agents, un effectif stable et solide depuis 2017. Entre janvier et novembre 2025, l'action de nos policiers a permis : une hausse de 40 % des mises en cause pour trafic de stupéfiants et de 16 % pour consommation de stupéfiants ; une baisse de 10 % des vols avec violences, de 16 % des cambriolages de logements et de 35 % des vols de véhicule.

La gendarmerie, quant à elle, compte 399 militaires dans ses rangs. Cet effectif est en hausse, avec neuf gendarmes supplémentaires, notamment depuis la création d'une maison de protection des familles en 2022 pour lutter spécifiquement contre les violences familiales, et de la brigade territoriale mobile d'Aire-Argonne en 2024, conformément à l'engagement du président de la République.

L'augmentation des effectifs de la gendarmerie se traduit par une présence accrue sur la voie publique

immédiate, qui produit ses effets, puisque les atteintes aux biens ont baissé de 1,3 %. Plus encore, les taux d'élucidation sont de 10 points supérieurs à la moyenne nationale, démontrant ainsi la forte implication des enquêteurs de la gendarmerie.

Ces éléments, madame la députée, vous montrent le plein engagement des forces de sécurité et du gouvernement sur votre territoire.

Données clés

Auteur : [Mme Florence Goulet](#)

Circonscription : Meuse (2^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question orale

Numéro de la question : 508

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 janvier 2026](#)

Réponse publiée le : 14 janvier 2026, page 229

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [6 janvier 2026](#)